



Paris, le 25 avril 2021

Communiqué de presse

Pour que l'école tienne : adapter, vacciner, recruter

La reprise scolaire se fait dans un contexte sanitaire toujours préoccupant. Jeudi soir, le gouvernement a annoncé les modalités de cette reprise : retour en classe dès le 26 avril pour le premier degré, école à distance jusqu'au 3 mai pour le second degré.

Les demandes portées conjointement par nos organisations ont amené le ministre à annoncer des mesures plus fortes que celles appliquées précédemment pour cette reprise : maintien des fermetures de classes à partir d'un cas de covid, arrêt de la répartition des élèves dans les autres classes des écoles en cas de non remplacement, montée en charge de la politique de tests ou encore extension des demi jauges à tous les lycées et à certains collèges. Ce sont des mesures indispensables non seulement pour assurer le fonctionnement des écoles et établissements scolaires, mais aussi pour l'ensemble de la société afin que les écoles ne soient pas des vecteurs d'une nouvelle accélération de l'épidémie.

Il est maintenant nécessaire d'aller plus loin pour maintenir sur le long terme l'ouverture des écoles en assurant la sécurité des personnels et des élèves. La question de la vaccination des personnels n'a pas véritablement avancé, et aucune politique n'est aujourd'hui définie pour vacciner tous les personnels qui en font la demande. Les personnels sont légitimement inquiets à l'idée de reprendre sans pouvoir se faire vacciner, ils doivent faire l'objet d'une priorisation de la part du gouvernement. La stratégie de mise en œuvre de la politique de tests reste floue, sans que l'on sache si les objectifs ambitieux affichés se traduiront réellement sur le terrain. La volonté d'organiser les auto tests à l'intérieur des lycées pour les élèves pose toute une série de problèmes. Les "demi jauges" doivent être plus nombreuses, y compris hors des départements en tension, et avoir pour objectif de limiter les effectifs globaux et de classes ou groupes d'élèves trop chargés. La généralisation des demi-groupes

doit être acceptée partout où elle est jugée nécessaire par les équipes. Elles nécessitent des recrutements immédiats. La suspension des classes en cas d'absence doit être précisée ; à ce jour personne ne sait qui assurerait les enseignements à distance. Cela ne peut, en tout état de cause, se solder par une remise en cause des obligations réglementaires de service.

L'école ne pourra fonctionner, à court et à long terme, sans moyens supplémentaires. Concernant les besoins de rénovation du bâti et d'équipement (en capteurs de CO 2, en purificateurs d'air, etc), le gouvernement doit agir en ce sens avec les collectivités territoriales. Les besoins en moyens humains, eux, n'ont fait l'objet que de quelques recrutements de personnels contractuels et d'AED, le remplacement continue à ne pas pouvoir être assuré correctement. L'annonce de 5000 recrutements doit encore se traduire dans les faits. En outre, il est inacceptable que la rentrée 2021 se prépare toujours avec des moyens humains insuffisants, alors que les besoins créés par plus d'une année d'école en mode dégradé sont énormes. Nous demandons dans l'immédiat les moyens d'assurer les remplacements, et des créations de postes d'enseignantes et d'enseignants, de Psy-EN, de personnels administratifs, santé et sociaux, vie scolaire dans les écoles et les établissements pour la rentrée de septembre, pour annuler les fermetures de classes et de postes, répondre aux inégalités qui se creusent, et pouvoir anticiper une possible poursuite de la crise sanitaire.

Les examens, en collège comme dans les trois voies du lycée, ne pourront pas se tenir comme prévu puisque l'année n'a pas été normale, nous demandons que des décisions rapides soient prises pour clarifier l'organisation et les attentes de l'ensemble des examens.

L'école restera à distance pour le second degré sur la semaine du 26 avril. Là aussi, la semaine avant les congés a montré que peu de choses ont été anticipées, laissant les collègues improviser des solutions avec des élèves inquiets et absolument pas préparés à cet enseignement à distance annoncé brutalement.

Ce sont les personnels qui permettent au service public d'éducation de tenir. Les organisations CFDT (SGEN et FEP), FSU, SNALC, Sud Education, UNSA Education les soutiennent, partout, en continuant d'intervenir pour que leur sécurité soit assurée, que leur santé soit préservée et que leurs conditions de travail soient améliorées dans l'immédiat et sur le plus long terme. Nos organisations décident de se revoir sous 15 jours pour faire un bilan de la reprise et envisager des suites.